



BARRAGE DE LA RENAISSANCE

Félix Tshisekedi veut relancer les négociations entre l'Égypte, l'Éthiopie et le Soudan

Le coordinateur de l'unité congolaise chargée des affaires de l'Union africaine (UA), le Pr Alphonse Ntumba Luaba, s'est rendu en Egypte, le 24 février, où il a discuté de la question du Grand barrage de la renaissance éthiopienne (GERD) avec le ministre égyptien des Affaires étrangères, Sameh Shoukry. L'officiel égyptien a discuté avec la délégation congolaise de la proposition soumise par le Soudan de développer le mécanisme de négociation sur ledit barrage à travers la formation d'un quatuor international qui devra arbitrer les négociations sous les auspices du président RD congolais Félix Tshisekedi, le but visé étant de faciliter la conclusion d'un accord le plus tôt que possible. *Page 3*



La délégation congolaise lors des échanges avec les autorités égyptiennes

EVÈNEMENT

Un Salon international de l'industrie et de l'innovation



Siège du Fonds de Promotion de l'Industrie (FPI) à Kinshasa

La toute première édition se tiendra au mois de mai 2021 à Kinshasa. Les organisateurs avancent le chiffre de plus de cinq mille participants au cours de ces trois journées d'échanges sur les différentes thématiques liées au secteur industriel. Ce forum permettra à l'État RD congolais de dresser un état des lieux de son industrie dans un contexte

plus clément pour l'économie nationale. En 2021, plusieurs prévisions convergent sur un possible rebond solide de l'activité économique. Par conséquent, le moment est bien choisi pour parler de l'avenir de l'industrie RD congolaise, un secteur appelé à renaître de ses cendres. *Page 4*

COVID-19

L'Unicef se réjouit de la réouverture des écoles en RDC

Les élèves ont repris le chemin de l'école depuis le 22 février, après plus de deux mois passés à la maison à la suite de la deuxième vague de la pandémie. L'Unicef se réjouit de la réouverture des écoles dont le rôle est d'assurer que les enfants apprennent à lire, à écrire et à réaliser des calculs de base tout en développant leurs connaissances.

Pour le représentant de l'Unicef en RDC, Edouard Beigbeder, la réouverture des classes est un signal fort. Et d'indiquer que l'évaluation du risque de transmission à l'échelle locale doit constituer un facteur déterminant dans les décisions touchant au fonctionnement des écoles. *Page 4*



Des dispositifs de lavage des mains installés dans les écoles

9^{ES} JEUX DE LA FRANCOPHONIE

Didier Tshiyoyo chez Gentiny Ngobila Mbaka

Le gouverneur de la ville-province de Kinshasa, Gentiny Ngobila Mbaka, a accordé, le 24 février, à son cabinet de travail à l'Hôtel de ville, une audience au haut représentant du président de la République en matière des jeux de la Francophonie, Didier Tshiyoyo. Ce dernier était accompagné de la directrice internationale des

jeux de la Francophonie, Zeina Nina.

A en croire l'hôte du gouverneur, l'objectif de cette entrevue était de solliciter l'implication de l'autorité urbaine et des ministres provinciaux dans l'organisation des 9es jeux de la Francophonie prévus du 19 au 28 août 2022 à Kinshasa. *Page 2*

9ES JEUX DE LA FRANCOPHONIE

Didier Tshiyoyo chez Gentiny Ngobila Mbaka

Le haut représentant du chef de l'Etat pour les jeux la Francophonie est venu solliciter l'implication du gouverneur de la ville-province de Kinshasa à l'organisation de ces jeux attendus dans la capitale congolaise en 2022.



Gentiny Ngobila et ses hôtes/presse HVK

Le gouverneur de la ville-province de Kinshasa, Gentiny Ngobila Mbaka, a accordé, le 24 février, à son cabinet de travail à l'Hôtel de ville une audience au haut représentant du président de la République en matière des jeux de la Francophonie, Didier Tshiyoyo. Ce dernier était accompagné de la directrice internationale des jeux de la Francophonie, Zeina Nina.

A en croire l'hôte de Gentiny Ngobila, l'objectif de cette entrevue avec l'autorité urbaine de Kinshasa était de solliciter son implication et celle des ministres provinciaux attachés à l'organisation des 9es jeux de la Francophonie prévus du 19 au 28 août 2022 à Kinshasa.

A en croire le haut représentant du président de la République en matière des jeux de la Francophonie, l'implication du chef de l'exécutif provincial s'avère primordiale pour la réussite de ces jeux axés sur deux domaines, le sport et la culture.

Détermination pour la bonne organisation de l'évènement

Au sortir de cette entrevue, Didier Tshiyoyo a indiqué à la presse que le premier citoyen de la ville l'a rassuré de sa disponibilité autant que le président de la République avait déjà exprimé sa ferme détermination quant à la bonne organisation de ces jeux. Il est ici rappelé que ces jeux de Kinshasa interviennent après ceux organisés en Côte d'Ivoire, qui ont récolté un franc succès en termes de participants et d'innovations. « Reconnue comme pays riche culturellement, la République démocratique du Congo (RDC) ne peut que mettre les bouchées doubles pour battre ce record », indique-t-on.

On rappellera également que la semaine partant du 29 février est tenue comme semaine de lancement officiel par le président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, des travaux de construction et d'aménagement des sites retenus pour abriter les 9es jeux de la Francophonie qui auront lieu à Kinshasa du 19 au 28 août 2022. Le gouvernement congolais et le comité mis en place pour l'organisation de

ces jeux promettent des actions qui vont certifier, dans les jours qui viennent, l'organisation de ces jeux dans la capitale congolaise. Déjà, la directrice internationale des jeux de la Francophonie, qui relève que la période de doute est passée, rassure également sur la détermination du chef de l'Etat et du gouverneur de la ville-province de Kinshasa pour la tenue de ces jeux à Kinshasa. « Aujourd'hui, les jeux s'organisent à Kinshasa et sont intitulés Kinshasa 2022. L'implication du gouverneur et de son équipe est primordiale et nécessaire pour la réussite de ces jeux », a souligné Zeina Nina. Aujourd'hui, a-t-elle fait savoir, nous avons accompagné le changement des membres du comité national. Il y a une implication directe de la part du président de la République, qui a nommé son haut représentant pour faire avancer le projet plus rapidement. Nous avons la confirmation que ces jeux vont avoir lieu ; parce que nous avons passé quand même par des périodes de doute.

Lucien Dianzenza

FORMATION DU GOUVERNEMENT

Nécessité de distinguer les vrais coupables des condamnés pour des causes politiques

La Fondation Bill Clinton pour la paix (FBCP), qui se dit satisfaite des critères posés pour le choix des membres de l'équipe Lukonde, rappelle au premier ministre que l'arbitraire auquel ont recouru les régimes précédents ainsi que la coalition FCC-Cach a chargé les casiers judiciaires de certaines personnalités, qui ne sont plus vierges, comme mentionné dans les critères énoncés.

Dans un communiqué du 23 février 2021, la FBCP est d'accord et très satisfaite des conditions posées à la classe politique congolaise, la société civile, etc., pour faire partie du gouvernement. Il s'agit, selon cette ONG de défense des droits de l'homme, d'un casier judiciaire vierge, d'une bonne moralité, de la détermination, etc.

La FBCP, qui félicite le premier ministre Jean-Michel Sama Lukonde Kyenge pour sa nomination comme formateur du gouvernement, tient également à rappeler au président de la République que « son ancienne alliance et l'ancien régime avaient condamné certaines personnalités politiques et de la société civile pour des raisons purement politiques et arbitraires ». L'ONG, qui cite en exemple certaines personnalités qu'elle estime avoir été condamnées arbitrairement dont Franck Diongo, Christopher Ngoy, Jean-Claude Muyambo, Eugène Diomi Ndongala, Venant Kiboko, Ewanga, les militants de la Lucha et d'autres mouvements citoyens, etc., dit, à cet effet, attendre du Premier ministre de faire la distinction entre des vrais coupables ou



Le président de la FBCP, Emmanuel Adu Cole/Adiac

vrais détenus et des condamnés pour des causes politiques mentionnées.

Rappelant également au Premier ministre ses promesses faites lors de sa première sortie selon lesquelles son objectif est la sécurité, la création d'emplois, la paix et l'Etat de droit, la FBCP dit profiter de cette occasion pour exhorter Sama Lukonde d'éviter que son gouvernement ne tombe dans les mêmes erreurs du passé « comme ce fut le cas du gouvernement sortant conduit par Sylvestre Ilunga Ilunkamba ».

.L.D.

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétaire général des rédactions :

Gerry Gérard Mangondo

Secrétaire des rédactions :

Clotilde Ibara

Rewriting :

Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Eilon
Grand-reporter : Nestor N'Gampoula,
Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de

service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Lossedé

Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo

Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :
Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou
Dury Emilia Gankama (Cheffe de service)

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaïne Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa,
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Culture : Nioni Masela
Sports : Martin Enyimo
Comptabilité et administration : Lukombo
Caisse : Blandine Kapinga

Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa
Gombé/Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (Chef de service)

PAO

Cyriaque Brice Zoba (Chef de service)
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff, Toussaint Edgard Ibara.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndongidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Adjoint à la directrice : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs :
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie :
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré

Administration des ventes: Marina Zodialho, Sylvie Addhas

Commercial Brazzaville : Erhiade Gankama

Commercial Pointe-Noire : Mélaïne Eta Anto

Chef de service diffusion de Brazzaville :

Guylin Ngossima

Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé,

Irin Maouakani, Christian Nzoulani

Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubélé

Ngono /Tél. : (+242) 06 895 06 64

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Coordonnateur général: Rachyd Badila
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi
Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayoulo
Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaine Angombo
IMPRIMERIE
Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service pré-press : Eudes Banzouzi
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville -

République du Congo
Tél. : (+242) 05 629 1317
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo
Tél.: 06 700 09 00
Email : regie@lesdepêchesdebrazzaville.fr
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

BARRAGE DE LA RENAISSANCE

Félix Tshisekedi veut relancer les négociations entre l'Égypte, l'Éthiopie et le Soudan

Le coordinateur de l'unité congolaise chargée des affaires de l'Union africaine (UA), le Pr Alphonse Ntumba Luaba, s'est rendu en Egypte, le 24 février, où il a discuté de la question du grand barrage de la renaissance éthiopienne (GERD) avec le ministre égyptien des Affaires étrangères, Sameh Shoukry, indique un communiqué de ce ministère, publié le mercredi.

Le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, l'ambassadeur Ahmed Hafez, a déclaré que le ministre Shoukry a discuté avec la délégation congolaise de la proposition soumise par le Soudan et soutenue par l'Égypte de développer le mécanisme de négociation sur le barrage de la Renaissance à travers la formation d'un quatuor international qui comprend, outre l'Union africaine, les États-Unis, l'Union européenne et les Nations unies. Ce quatuor devrait arbitrer les négociations sous les auspices et la supervision du président congolais, Félix Tshisekedi, afin de faire avancer les négociations sur le sujet et faciliter la conclusion d'un accord le plus tôt possible.

Ahmed Hafez a également noté que le ministre égyptien des Affaires étrangères a affirmé qu'il attend avec intérêt le rôle important que la République démocratique du Congo peut jouer afin d'aider à parvenir à un accord juridique contraignant sur les règles de remplissage et de fonctionnement de ce barrage, prenant en compte les intérêts des trois pays. Les négociations sont dans l'impasse depuis bientôt dix ans, autour du remplissage et



La délégation congolaise lors des échanges avec les autorités égyptiennes

de l'exploitation du barrage de la Renaissance, dont la construction a été lancée par l'Éthiopie en 2011.

A l'origine du conflit

Le barrage de la renaissance, actuellement en construction en Éthiopie, dans l'état régional de Benishangul-Gumuz sur le Nil bleu, devrait être le plus grand barrage hydroélectrique d'Afrique. Après la phase 1 du remplissage du barrage, qui avait eu lieu en 2020, les autorités égyptiennes ont annoncé le démarrage de la phase 2 du remplissage du barrage en juillet 2021,

pendant la saison des pluies. Selon l'Égypte, le barrage sera opérationnel en 2023.

La construction de ce barrage inquiète l'Égypte et le Soudan. Pour ces deux pays, la régulation du débit du Nil qui leur fournit près de 90% de leur eau est un sujet de sécurité nationale et doit être impérativement négociée. En effet, les deux pays sont en aval du Nil bleu, l'affluent du Nil, qui prend sa source en Éthiopie et qui alimente les eaux du Nil, fleuve nourricier de l'Égypte.

Ainsi, l'Égypte qui dépend presque

entièrement des eaux du Nil craint que le remplissage de ce barrage ne réduise la quantité d'eau qui lui parviendra. Selon le gouvernement égyptien, en fonction de la rapidité avec laquelle l'Éthiopie remplira le barrage, l'Égypte devrait enregistrer entre 14 à 22% d'eau en moins et 30% des terres agricoles égyptiennes pourraient devenir arides. Pour le Soudan, si le remplissage permettra de réguler les inondations, il menacera également la vie de la moitié de la population du centre du Soudan, ainsi que l'eau d'irrigation pour les projets agri-

coles et la production d'électricité à partir du barrage de Roseires au Soudan.

Depuis l'année dernière, l'UA assure la médiation des pourparlers entre l'Égypte, le Soudan et l'Éthiopie au sujet de ce barrage de la renaissance. Le dernier cycle de négociations de l'UA, sous la présidence du chef de l'Etat sud-africain, Cyril Ramaphosa, ancien président de l'UA négocié par l'Afrique du Sud, a été bloqué en janvier, en raison du retrait du Soudan, opposé à la méthodologie des pourparlers. Le Soudan souhaite qu'un rôle plus important soit accordé aux experts impliqués dans les pourparlers au lieu de tenir des discussions directes entre les trois nations. Mais l'Éthiopie et l'Égypte avaient rejeté la demande du Soudan.

Selon certains spécialistes la question du barrage de la Renaissance et de l'accès à l'eau est une question géopolitique et stratégique pour ces trois pays, et pourrait déboucher, à terme, sur un conflit ouvert, si aucune entente n'est trouvée.

Patrick Ndongidi

LIVRES

Le « Système fiscal congolais » passé au peigne fin

Partagé sur le réel impact du système fiscal de la RDC sur le monde des affaires, s'il constitue un pilier ou plutôt un frein ? Le Pr Fabien Maombi Mushi, docteur en sciences économiques et de gestion, partage son avis personnel dans l'ouvrage paru en ce début du mois de février chez L'Harmattan.

Fabien Maombi évoque le paradoxe ressenti dans le monde des affaires congolais. Système fiscal congolais. Pilier ou frein aux affaires ? Traduit manifestement le malaise du scientifique face aux effets pervers dudit système. En effet, comme il le relève, si moult investisseurs étrangers, découragés par le système fiscal congolais, décident de ne pas y investir, il s'en trouve d'autres qui, par contre, « parviennent à tirer profit de la RD Congo comme dans un paradis fiscal ». C'est dire que le système en place leur est propice, offrant « une occasion de s'enrichir au détriment de l'Etat ».

Désappointé, l'auteur décrit le fait qu'il y a déjà près de cinquante, « depuis 1973, la corruption quasi institutionnalisée, est un des freins majeurs à la perception des recettes ». Du reste, ajoute-t-il : « certaines questions fiscales ne sont toujours pas suffisamment résolues par le système fiscal congolais ou actualisées, notamment celles liées à la NA sur le revenu locatif, à la NA sur la vente des maisons, à la NA sur les commissions de banques et les intérêts de placement, etc. ». Tout autant de tares qui ne jouent pas en faveur de la RDC qui dispose pourtant « de bons textes fiscaux ». Le problème c'est qu'ils « ne s'ac-

compagnent pas des mesures d'exécution adéquates, malgré les multiples réformes fiscales ».

En définitive, Fabien Maombi Mushi, fustige le système fiscal congolais en vigueur. L'expert-comptable agréé, soutient même qu'il « est loin d'être un réel outil de maximisation des recettes ». Selon lui, il n'y a pas trente-six façons de procéder pour y remédier. Pour renverser la vapeur, il préconise dès lors « une réforme de la gouvernance ». De son avis, elle « s'avère indispensable pour espérer un changement dans les dix ans qui viennent ».

Auteur de plusieurs ouvrages précédents, notamment L'économie de la République démocratique du Congo. Croissance ou recul ? paru en 2019, Fabien Maombi Mushi parle d'autorité en abordant la question de la fiscalité congolaise, fort de son expertise en la matière. Docteur en sciences économiques et de gestion, il est à ce jour professeur associé à l'Institut supérieur des finances et commerce Bagira. Il exerce aussi la fonction de secrétaire général académique de l'Institut supérieur d'études commerciales et financières (ISECOF/Bukavu). En sa qualité d'expert-comptable agréé, Fabien Maombi est directeur du cabinet de comptabilité fiscale

Nioni Masela

CÔTE D'IVOIRE

Les Nkento Bakaji à l'affiche au Festival mondial de musiques des femmes

L'orchestre féminin de Kinshasa se prépare à représenter la RDC sur la scène de l'événement qu'accueillera Abidjan pour la première fois, du 23 au 25 avril, et où sont annoncées dix-sept artistes venues de douze autres nations africaines.

Le Courrier de Kinshasa tient du manager Louis Onema que les Nkento Bakaji sont constamment en répétition dans la perspective de leur prochain déplacement en Côte d'Ivoire. Elles affûtent leurs armes à leur quartier général, le Centre culturel Meko, situé dans le quartier Mimosa à Kinsuka pêcheurs. L'heureux avantage de l'orchestre, c'est d'avoir la salle de spectacle ainsi que tout le matériel du cadre à disposition pour la préparation du prochain show d'Abidjan. Un privilège qui s'attache au fait que leur manager, qui du reste aussi l'initiateur du groupe, est le propriétaire dudit lieu.

C'est en dignes ambassadrices de la culture congolaise que les Nkento Bakaji (nom tiré de deux dialectes, le kikongo pour Nkento et le tshiluba pour Bakaji) met une emphase sur le mot femme) entendent participer au Festival mondial de musiques des femmes d'ici et d'ailleurs (FMMF).

L'événement à venir, co-organisé par Maiwan productions et Afro-mondo, est jusqu'ici le plus grand événement de 2021, auquel l'orchestre se prépare. Ceci, sans compter les concerts qu'il envisage de livrer à Kinshasa dans le cadre du mois de la femme. Car, faut-il le rappeler, en cette période de l'année, le groupe composé d'un effectif de douze mu-

siciennes, dont six chanteuses et six instrumentistes, est très sollicité sur la scène locale. Cette fois, c'est dans le bon espoir que les mesures restrictives en vigueur liées à la pandémie de covid-19 seront allégées, à l'instar de la reprise des cours effective, depuis le début de cette semaine.

La première édition du FMMF organisée à Abidjan, le Festival se tient d'ordinaire à Montréal au Canada est une occasion offerte aux Nkento Bakaji de briller sur une importante scène internationale du continent, à l'instar du KigaliUp Festival en 2016 et du Festival Amani de Goma en 2019. Exclusivement féminin, le groupe né au début de l'année 2014 s'y connaît bien dans l'interprétation de ses aînés, exécuté avec succès. Son répertoire est pour l'heure en majeure partie composé des tubes, dont certains passent pour des classiques de la rumba congolaise, des grandes figures de la chanson congolaise, hommes et femmes. Quant au sien, il est composé d'une quinzaine de titres, dont le seul diffusé à ce jour est Bo Mama. Ce morceau apprécié par de nombreux mélomanes, compte au nombre des titres qui composeront le premier album des Nkento bakaji en cours de réalisation.

Appui sollicité du ministère de la culture et des arts

À l'affiche avec dix-sept autres artistes féminines du continent, à ce rendez-vous spécial du FMMF exporté en Côte d'Ivoire, les Nkento Bakaji succèdent à Barbara Kanam qui, en 2020, y avait représenté les couleurs de la RDC. Organisé, les 26 et 27 septembre sous le format digital, en raison de la crise sanitaire liée au coronavirus, le précédent événement était sa dixième édition. Il avait connu la participation de vingt musiciennes issues de seize différents pays, notamment Veeby (Cameroun/Canada), Vivi Makado (Côte d'Ivoire), Ife (Nigeria), Myrma (Sénégal), Sira Conde (Guinée) et Maria de Barros (Cap-Vert).

Seul petit bémol jusqu'ici, les Nkento bakaji ont certes pu décrocher leur invitation au FMMF à la suite de leur sélection, après avoir répondu à l'appel à candidatures lancé l'an dernier, mais n'ont pas encore de titre de voyage. L'orchestre, nous confie son manager, espère bénéficier de l'appui du ministère de la Culture et des Arts. Confiant en l'avenir, il se prépare au voyage tout autant qu'il est en quête d'un producteur qui viendrait lui prêter main-forte et même plus l'emmener à finaliser la réalisation de son album

.N.M.

COVID-19

La RDC vaccine bientôt contre la pandémie

A travers le monde, plusieurs pays vaccinent déjà contre la covid-19. La RDC se prépare aussi à organiser une campagne de vaccination contre cette maladie pour protéger sa population.

C'est dans ce cadre que le ministre de la Santé, le Dr Eteni Longondo a procédé récemment au stade des Martyrs au lancement de la campagne de sensibilisation à la covid-19. Cette campagne durera trois mois.

Pour mener à bien cette action, quatre mille relais communautaires sont largués sur le terrain. Ils vont quadriller tous les quatre coins de la capitale avec comme mission de sensibilisation, tous les kinois, au respect de gestes barrières mais aussi les préparer à être réceptifs à la vaccination contre la maladie qui n'a pas de traitement curatif.

Le ministre de la Santé rassure les congolais de la qualité du vaccin qui leur sera administré. Selon lui, ce vaccin a été étudié par les experts congolais. Il est donc de bonne qualité.

« Le meilleur moyen de prévention contre toute épidémie est la vaccination, je dis aux



Le ministre de la Santé, Eteni Longondo

« Le meilleur moyen de prévention contre toute épidémie est la vaccination, je dis aux Congolais que le gouvernement avec les techniciens de la santé ont pris la décision pour le bien-être de la population d'importer le vaccin. Ce ne sont pas n'importe quels vaccins, ce sont des vaccins que nous avons étudiés, car il y a eu beaucoup de rumeurs par rapport à propos. Ce sont des vaccins que nos scientifiques ont étudié et qui ont fait de recommandation, ce sont ces vaccins là qu'on va utiliser le mois prochain »

Congolais que le gouvernement avec les techniciens de la santé ont pris la décision pour le bien-être de la population d'importer le vaccin. Ce ne sont pas n'importe quels vaccins, ce sont des vaccins que nous avons étudiés, car il y a eu beaucoup de rumeurs par rapport à propos. Ce sont des vaccins que nos scientifiques ont étudié et qui ont fait de recommandation, ce sont ces vaccins là qu'on va utiliser le mois prochain ».

va consister aussi à dire à la population que le meilleur moyen pour éviter cette maladie c'est la vaccination. « Il faudrait que la population soit réceptive par rapport à cela ».

Le patron de la santé tient à préciser, par ailleurs, que la maladie n'est pas encore vaincue. Cependant, ajoute-t-il, nous nous sommes dits que les enfants rentrent à l'école, mais le couvre-feu continue. Nous allons renforcer la lutte avec quatre mille relais communautaires qui vont circuler partout à Kinshasa pour sensibiliser la population contre cette maladie. « Raison pour laquelle nous sommes ici pour lancer cette activité qui va prendre trois mois et pensons qu'endéans trois mois la population congolaise va comprendre que la pandémie existe et elle va aussi pratiquer les gestes barrières », explique le ministre de la Santé.

Blandine Lusimana

L'Unicef se réjouit de la réouverture des écoles en RDC

Les élèves ont repris le chemin de l'école depuis le 22 février, après plus de deux mois passés à la maison à la suite de la deuxième vague de la pandémie.



La décision du gouvernement a été applaudie par l'Unicef qui, dans un communiqué de presse se réjouit de la réouverture des écoles dont le rôle est d'assurer que les enfants apprennent à lire, à écrire et à réaliser des calculs de base tout en développant leurs connaissances.

Pour le représentant de l'Unicef en RDC, Edouard Beigbeder, la réouverture des classes est un signal fort. « La reprise de l'école est un signal fort et permettra aux enfants d'échanger quotidiennement avec leurs pairs et de se dépenser », a-t-il dit. Edouard Beigbeder souligne, en outre, que son organisation « salue cette mesure et va continuer

d'accompagner le ministère de l'Enseignement primaire, secondaire et technique (EPST) en vue d'assurer un environnement sûr et protecteur à tous les élèves en RDC ».

Donnant sa position sur la fermeture des écoles, l'Unicef rappelle que cette décision doit uniquement constituer une mesure de dernier recours, après que toutes les autres possibilités ont été envisagées. « L'évaluation du risque de transmission à l'échelle locale doit constituer un facteur déterminant dans les décisions touchant au fonctionnement des écoles. Les décisions de fermeture d'écoles à l'échelle nationale devraient être évitées

Des dispositifs de lavage des mains installés dans les écoles autant que possible », fait remarquer l'agence onusienne.

L'on se souviendra qu'au mois de janvier dernier, l'Unicef avait lancé un appel au gouvernement de la RDC lui demandant de donner la priorité à la réouverture des écoles et à prendre toutes les mesures de prévention pour rendre les écoles aussi sûres que possible. Pour aider les écoles à lutter contre la propagation de la covid-19, l'Unicef accompagne le ministère de l'EPST dans la mise en place d'un certain nombre de mesures, notamment le lavage des mains, le port obligatoire du masque et la prise de température dans les écoles.

.B.L.

ÉVÈNEMENT

Un salon international de l'industrie et de l'innovation

La toute première édition se tiendra au mois de mai 2021 à Kinshasa. Les organisateurs avancent le chiffre de plus de cinq mille participants au cours de ces trois journées d'échanges sur les différentes thématiques liées au secteur industriel.

Le ministre sortant de l'Industrie, Julien Paluku, a confirmé la tenue prochaine du premier Salon international qui permettra à l'État RD congolais de dresser un état des lieux sans tabous de son industrie dans un contexte plus clément pour l'économie nationale, prédisent les experts. En effet, comme le note le Fonds monétaire international (FMI), « les répercussions de la crise sanitaire sur les finances publiques, couplées à la perte de recettes imputables à la contraction de la production, ont été profondes ».

En 2021, plusieurs prévisions convergent sur un possible rebond solide de l'activité économique. Par conséquent, le moment est bien choisi pour parler de l'avenir de l'industrie RD-congolaise, un secteur appelé à renaître de ses cendres. Entre-temps, plusieurs initiatives ont vu le jour pour accompagner cette relance, et des projets phares comme celui de l'établissement des zones économiques spéciales sur l'étendue du territoire national vont ouvrir davantage le pays aux investissements extérieurs d'envergure.

Même si l'actuel ministre n'est pas retenu dans le prochain gouvernement, ce dernier a tenu tout de même à donner les grandes lignes de l'évènement qui se tiendra, affirme-t-il, avec le concours de son successeur. D'emblée, le but majeur poursuivi est de montrer les nombreuses opportu-

rités industrielles offertes par le premier Salon international. Au niveau des attentes, il y a par exemple la production d'un document qui expose à la fois les difficultés et les opportunités du secteur industriel. Par ailleurs, les participants vont faire des recommandations utiles pour consolider les stratégies industrielles du gouvernement RD congolais. L'on parle aussi de l'identification et du financement d'une vingtaine de projets prioritaires pour chaque zone économique spéciale, avec l'appui des partenaires.

Au bout du compte, cette rencontre devrait connaître comme temps forts la signature des contrats de partenariat et autres accords de coopération et de partage de technologie. Pour le gouvernement sortant, au moins cinq critères détermineront le succès du premier Salon international de l'industrie. Il s'agit de la création d'une école nationale de métiers et de technologies industrielles ; la création d'un guichet unique de perception de taxes dans le secteur industriel ; le lancement du processus d'identification numérique de produits par estampillage ; la détermination de quotité de production minière à destiner à l'industrie locale et la création de l'Autorité de développement industriel pour la gestion efficace et efficiente des orientations stratégiques du développement industriel. Nous y reviendrons.

Laurent Essolomwa

INTERVIEW

François Makanga : « L’AfricaMuseum est le seul endroit où l’on peut physiquement raconter l’histoire de la colonisation »

Le guide a conduit des élèves du Centre scolaire de Ma Campagne et de l’Athénée Royal Louis Delattre à travers le musée de Tervuren au mois de novembre 2019 dans le cadre du projet « La culture a de la classe » proposant la découverte des littératures africaines. Comme il l’affirme dans cet entretien exclusif avec Le Courrier de Kinshasa, les deux visites guidées ont servi à contextualiser les écrits de feu Sony Labou Tansi où il est question du rapport entre l’Europe et l’Afrique.

Le Courrier de Kinshasa (L.C.K.) : Pourriez-vous nous dire un mot sur les visites d’élèves que vous avez guidées ?

François Makanga (F.M.) :

Les visites étaient spéciales à plus d’un titre. J’en étais le guide parce que les écoles ont souscrit au projet « La culture a de la classe », subventionné par la communauté française de Bruxelles, que nous lui avons remis avec deux amis comédiens. Par trimestre, nous proposons des coachings de lecture à voix haute dans les écoles dont la technique consiste à lire en respectant les ponctuations et en y mettant de l’intention. Une technique commune aux comédiens, aux avocats, aux orateurs, etc. La proposition est faite dans le cadre de la découverte des littératures africaines. Dans le cas d’espèce, nous avons proposé aux professeurs et à leurs élèves un corpus de textes de l’auteur congolais Sony Labou Tansi réputé pour son intransigeance sur les questions de la colonisation ainsi que le rapport entre l’Europe et l’Afrique. Et, chemin faisant, pour contextualiser ce que les élèves lisent, nous proposons des sorties culturelles dont la visite guidée de l’AfricaMuseum fait partie. Cette visite d’histoire ouvre un champ sur

la compréhension du contexte de la colonisation et des luttes telles que décrites dans Encre, sueur, salive et sang où Sony Labou Tansi évoque ce rapport entre les continents africain et européen. Et, comme autre sortie, il y a la Cantate de Bisesero, le spectacle musical au sujet du génocide rwandais. Nous avons voulu créer un débat au travers de dix séances de coaching à l’issue desquelles les élèves vont présenter leur lecture devant un public, le 7 mars 2020. La visite fait partie d’un projet global.

L.C.K. : Être comédien à la base, est-ce un atout lorsqu’on devient guide ?

F.M. :

Oui, c’en est un, je l’ai compris puisqu’effectivement cela reste dans le domaine de la parole, de la transmission de différents niveaux de messages. Cela permet d’observer le public, l’assistance, de faire avec, de s’adapter à chaque groupe. Effectivement, il y a des pratiques dans le métier du guide que l’on retrouve dans celui du comédien, l’on fait une sorte d’adaptation. Je le trouve intéressant et j’aime assez.

L.C.K. : Faire le guide cela vous donne-t-il l’impression d’être sur scène ?

F.M. :

Non, parce que la scène reste le musée. J’ai l’impression de décrire la scène et l’histoire que ce musée joue dans le pays et dans la petite histoire du visiteur. Je suis plutôt un messenger, quelqu’un qui transmet plus qu’il ne se met en scène. D’ailleurs il vaut mieux ne pas trop se mettre en scène pour veiller à la susceptibilité du public qui parfois peut contester la légitimité du guide, surtout quand ce



François Makanga devant des tambours à fente dans la salle « Langues et musiques » (Adiac)

dernier est d’origine africaine et qu’il maîtrise l’histoire de l’Europe et celle de l’Afrique. Parfois, il faut pouvoir, dans tous les cas, ménager les susceptibilités quelles qu’elles soient.

L.C.K. : Que dirait ce messenger à une personne qui n’a pas encore visité le musée pour l’inciter à le faire ?

F.M. :

En tout cas, l’AfricaMuseum est le seul endroit où l’on peut physiquement raconter l’histoire de la colonisation. Dans tous les cas, c’est le seul lieu en Belgique, le seul musée européen de propagande de ce style qui tente de déconstruire son image. Pour le moment, en attendant les prochaines réformes de l’enseignement, il reste un lieu, pour autant que l’on ait envie d’en savoir plus, et que l’on ne vienne pas ici uniquement pour admirer les animaux, où l’on peut en savoir plus sur l’histoire de la Belgique et du Congo.

L.C.K. : Avez-vous déjà eu

des contacts avec l’institut des musées au Congo ?

F.M. :

C’est marrant, l’an dernier nous avons eu la visite des représentants du musée qui a ouvert à Kinshasa. Ils cherchaient les moyens de former des guides sur place au Congo. Nous avons évoqué quelques trucs et astuces mais surtout les avons emmenés à se rendre compte qu’au plus les guides ont un cursus différent, proviennent d’horizons différents, plus cela enrichit leur guidance.

L.C.K. : Quel est votre espace favori dans le Musée de Tervuren ?

F.M. :

J’aime beaucoup la partie « Langues et musiques ». L’on y voit tout le sens des langues, la philosophie, les traditions et voire même comment la musique s’est propagée dans le temps, surtout de quelle manière elle a quitté le continent africain. C’est quelque part l’une des salles qui se rapproche le plus des gens. N’importe quelle

personne qui franchit cette salle vit une connivence parce qu’elle concerne directement la musique contemporaine. Elle laisse insensible peu de personnes. C’est là que l’on voit le lien entre le reggae, le jazz, le rap et les langues bantoues, les langues africaines. Les couvercles à proverbes, les kanga, ces pagnes ornés de proverbes instructifs, et bien d’autres choses qui sont de la culture immémoriale et qui, malgré la domination, ont perduré dans le temps au point de se retrouver dans ce que l’on écoute aujourd’hui. C’est l’une des salles intéressantes déjà tournée vers l’équité culturelle et l’inaltérabilité de l’Afrique, ce qui a toujours persisté.

L.C.K. : Un mot pour nos jeunes lecteurs, comment devraient-ils considérer un guide ?

F.M. :

Peut-être qu’à Kinshasa, derrière le terme guide il n’y a pas grand-chose : il n’a pas la considération que l’on devrait lui donner, l’on pense que même un berger peut l’être, ce n’est pas si important, ce n’est pas statutaire. Mais en Belgique, au niveau des lois légales, nous sommes à un régime de tarification qui correspond à conférencier. D’ailleurs lorsqu’on fait référence à nous, on dit guide et conférencier, normalement. Un guide est donc censé maîtriser un certain sujet et le présenter devant un public. Il dispense son savoir dans un lieu, dans un temps imparti. Et donc, j’espère que le fait de savoir qu’être guide c’est être conférencier peut susciter des vocations parmi les jeunes à Kinshasa.

Propos recueillis par Nioni Masela

**UNE ADRESSE E-MAIL
POUR NOUS ADRESSER VOS ANNONCES
PLUS RAPIDEMENT**

regie@lesdepechesdebrazzaville.fr



www.lesdepechesdebrazzaville.fr

COMMÉMORATION

Le Palu a célébré les deux ans de la disparition d'Antoine Gizenga

C'était l'occasion, pour les militants et cadres de ce parti politique, de se remémorer la lutte, les sacrifices et surtout les enseignements du patriarche, qui est l'une des icônes de l'indépendance du Congo et de la lutte pour un Congo uni et prospère, et de se recueillir devant sa tombe.

Des militants et cadres du Parti lumumbiste unifié (Palu), les membres de la famille Gizenga ainsi que des invités se sont retrouvés, le 24 février, à Buma, dans la périphérie de Kinshasa, pour célébrer les deux ans de la disparition du feu le secrétaire général de cette formation politique, le patriarche Antoine Gizenga Fundji. Parmi les invités, il y a eu notamment le fils du premier Premier ministre congolais, François Lumumba, et un responsable de la maison civile du chef de l'Etat, Félix-Antoine Tshisekedi, dont la présence, dans ces recoins de la capitale a été un honneur pour la Palu et la mémoire de son défunt secrétaire général, Antoine Gizenga.

Cette célébration a été l'occasion pour des centaines de militants de cette formation politique de se recueillir devant la tombe du patriarche Gizenga. Le camarade Michel



La famille Gizenga, à Buma

Lokola a, lui, fait la restitution des travaux de la table ronde organisée à la fin du mois de janvier au centre Bondeko.

La commémoration a également été l'occasion pour le Comité d'actions pour un Palu

unique et uni, de remémorer à l'attention de ces militants et cadres du Palu, ce que furent le patriarche Gizenga et sa lutte. Le Pr Jean-Claude Mashindi a, à cet effet, donné lecture de la biographie du feu

le secrétaire général du Palu, Antoine Gizenga, ainsi que de toutes les étapes importantes de sa vie et de sa lutte, pour le bien-être des Congolais, qu'il a divisées en quatre étapes. « Bref l'action politique d'An-

toine Gizenga, attachée aux valeurs républicaines, son dynamisme, sa clairvoyance et son savoir-faire font de lui une icône de la vie politique congolaise, un personnage historique, et figure emblématique et légendaire de l'histoire de la République démocratique du Congo », a relevé le Pr Jean-Claude Mashindi. Selon ce scientifique et cadre au sein du Palu, on retiendra de feu le patriarche Gizenga, au titre d'héritage légué aux générations futures : l'amour inconditionnel de la mère patrie ; l'unité nationale et l'unité dans l'action politique. « À nous qui sommes ses enfants (disciples) idéologiques, nous devons rester déterminés et disposés à incarner les valeurs acquises de ce géant politique car c'est grâce à lui que nous sommes ce que nous sommes aujourd'hui », a-t-il conclu.

Lucien Dianzenza

VISITEZ LE MUSÉE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

de LUNDI
à VENDREDI (9h-17h)
et SAMEDI (9h-13h)

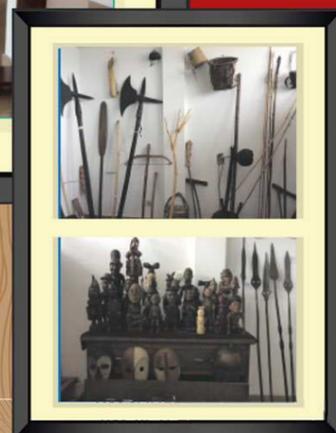
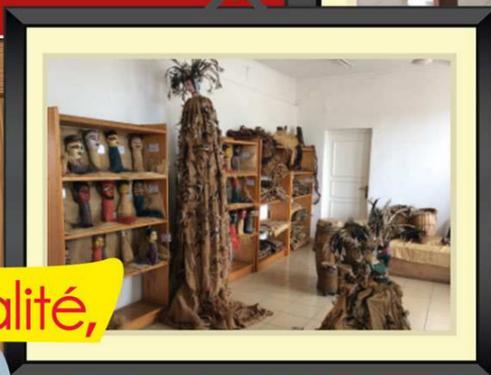
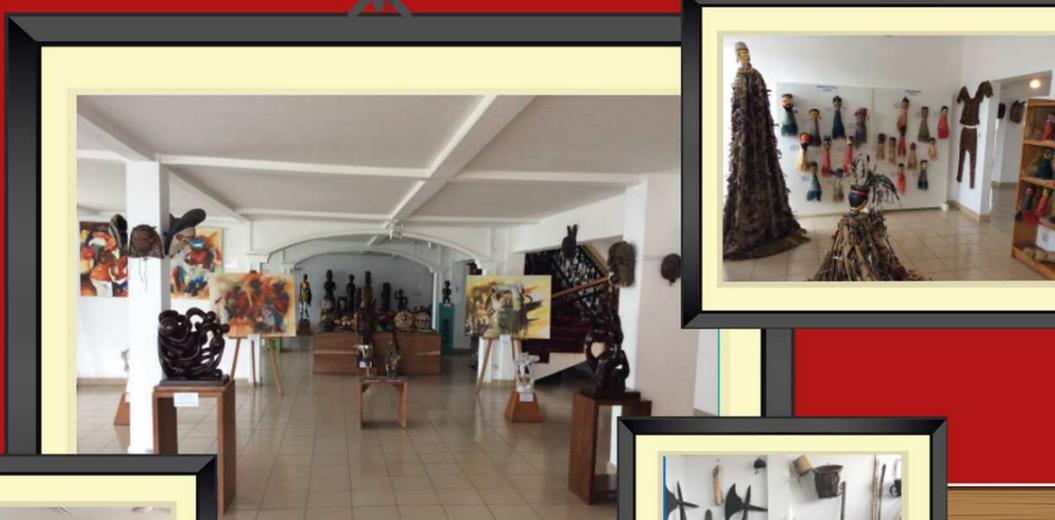
Expositions et projections

SCULPTURES PEINTURES

CÉRAMIQUES MUSIQUE

Musée
du Bassin du Congo

galerie CONGO
ARTS ET EXPRESSIONS



L'art dans sa **Généralité,**
de la **Tradition**
à la **Modernité**

Situé sur **84 Boulevard Denis Sassou Nguesso**
immeuble les manguiers (Mpila)
dans l'enceinte des **Dépêches de Brazzaville**

CONGO-FONDS MONDIAL

Plus de trente milliards de francs CFA pour lutter contre le sida, la tuberculose et le paludisme

Le gouvernement du Congo a reçu, le 24 février, du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme de nouvelles allocations pour 2021-2023, estimées à 54.518.978 euros, soit environ trente-six milliards de francs CFA.

Le Pnud Congo mettra en œuvre la subvention pour le VIH et la tuberculose, tandis que le Catholic relief services (CRS) s'occupera de la subvention pour le paludisme. L'acquisition de ces fonds relance le partenariat entre le Congo et le Fonds mondial qui, d'ailleurs, remonte aux années 2006 et s'est caractérisé par des acquis solides en termes de riposte contre les trois maladies.

La prévalence pour ces trois affections au Congo est élevée, soit à 3,2% pour le VIH, avec une dominance chez les femmes et dans les milieux jeunes, 464 cas pour cent mille habitants pour la tuberculose, dont 85 % à Brazzaville et Pointe-Noire, selon l'OMS, et 69,8% des cas de consultations médicales et 64,8% de taux d'hospitalisa-

tions pour le paludisme.

Ainsi donc, le gouvernement congolais s'est engagé à affecter ces nouvelles allocations au renforcement de capacités des programmes nationaux, afin de rendre effectifs le leadership et l'appropriation nationale des réponses aux trois maladies.

Pour le paludisme, l'Etat entend poursuivre la couverture en moustiquaires à longue durée d'action, à travers l'organisation, en 2022, d'une grande campagne de distribution gratuite de moustiquaires au profit de la population.

« La prise en charge du paludisme est désormais intégrée au paquet d'interventions à haut impact au niveau communautaire afin de réduire le risque de décès, notamment chez les enfants de moins de

cinq ans », a indiqué Clément Mouamba, Premier ministre, chef du gouvernement. Ajoutant que : « Dans le contexte de la crise financière du pays, exacerbée par la pandémie de Covid-19, les subventions allouées au Congo sont une bouffée d'air frais. Ils donnent un nouvel élan à l'action gouvernementale en faveur de la population touchée par le VIH, la tuberculose et le paludisme ».

Il s'est félicité de la contribution du Pnud pour l'anticipation sur l'achat des médicaments en appui au gouvernement pour plus d'un demi-million de dollars, avant la signature de l'accord de financement.

S'agissant du VIH/sida, le gouvernement entend accélérer l'offre des services d'élimination

de la transmission du VIH de la mère à l'enfant et du sida pédiatrique, améliorer l'offre des services VIH adaptés aux populations clés, aux adolescents, aux jeunes et aux groupes vulnérables.

Par contre, pour la lutte contre la tuberculose, les autorités du pays entendent améliorer le taux de détection des cas en développant des interventions spécifiques en direction des groupes à risque tels que les PVVIH, les femmes enceintes, les enfants de moins de quinze ans, la population socialement vulnérable et la population mobile, tout, en poursuivant l'extension et le renforcement des services antituberculeux sur l'ensemble du territoire national et la co-infection VIH/Tuberculose.

En rapport avec la précédente subvention, 26 000 personnes vivant avec le VIH reçoivent actuellement un traitement antirétroviral et 12000 patients sont testés et traités pour la tuberculose chaque année. Rien qu'en 2019, plus de 2,6 millions de moustiquaires ont été distribuées pour protéger les familles contre le paludisme.

Signalons qu'au Congo le budget alloué à la santé avait connu une évolution croissante jusqu'en 2015, lorsqu'il a atteint 13,7% du budget de l'Etat, rattrapant ainsi le pays de la déclaration d'Abuja de 2001, par laquelle les pays de l'Union africaine s'étaient engagés à allouer au moins 15% de leur budget annuel à l'amélioration du secteur de la santé.

Fortuné Ibara

DÉVELOPPEMENT

Les perspectives de l'AFD sur « l'économie africaine 2021 » consignées dans un ouvrage

Pour la deuxième année, l'Agence française de développement vient de présenter ses perspectives sur le continent africain où, malgré la Covid-19 et la crise économique mondiale, les indicateurs sont au vert. Et l'espoir de mise.

« Et si, en pleine crise mondiale, l'Afrique nous surprenait encore ? », écrit le directeur général de l'Agence française de développement (AFD), Rémy Rioux, dans son introduction à « L'Économie africaine 2021 (Les Editions la découverte) », un continent « frappé d'une présomption de fragilité », et qui a déjà fait « la preuve de sa résilience ».

L'Afrique, un continent aux singularités économiques partagées

En six chapitres, l'AFD, dans ses perspectives, passe au crible différentes thématiques et bouscule des idées reçues sur le continent africain. Malgré les disparités entre régions, plusieurs singularités économiques sont partagées par de nombreux pays, bien plus que sur les autres continents : foisonnement du petit entrepreneuriat, informalité massive du travail, explosion démographique de la jeunesse, importance du secteur agricole. « Cet ensemble de singularités permet aujourd'hui à l'Afrique, que de nombreux observateurs estimaient si « mal partie »

à la fin du XXe siècle, d'entrevoir un avenir optimiste », peut-on lire. Cette analyse intervient au moment où le monde entier fait face à la plus grande crise sanitaire et économique que le monde moderne ait eu à subir. Il s'agit de la Covid-19, dont « rien n'est encore joué », note l'AFD. « Cependant les pays africains ont su résister à un choc sans précédent. Même si la chute de l'activité économique du continent (-2,6 %) marque une rupture avec la croissance des années précédentes, elle est bien moins lourde que celle observée à l'échelle mondiale (-4,4 %) », constate l'Agence.

L'ère du Covid, et le futur ?

Les experts soulèvent une série de questions pour nous projeter vers l'avenir. Les choix, à l'échelle des États et du continent, qui se font aujourd'hui sont cruciaux. « Pour développer le secteur privé, faut-il dépasser les seules réformes de l'environnement des affaires ? Comment répondre aux aspirations d'une population par-

ticulièrement jeune arrivant sur le marché du travail ? Alors qu'il est le premier pourvoyeur d'emplois dans la région, comment le secteur agricole en Afrique de l'Ouest doit-il se réinventer pour concilier deux objectifs fondamentaux : obtenir de meilleurs rendements et préserver la biodiversité et l'environnement ? Enfin, à l'heure où l'Eco succède au franc CFA, quel choix pour les régimes de change : vers plus ou moins de flexibilité, au risque de malmener la stabilité monétaire si prise par les banques centrales ? »

En 2070, un jeune sur deux sera Africain

Pour tordre le cou aux idées reçues ou véhiculées, notamment la pauvreté dans le continent, les auteurs rappellent qu'entre 2000 et 2018, le taux de croissance annuel moyen du PIB des pays d'Afrique a atteint 7,2 % ; que le « taux de pauvreté » a diminué de plus de 9 points. Ils voient en l'Afrique plutôt une terre d'opportunités qui ne manque pas de bras. C'est une autre des particularités de l'économie africaine : la jeunesse de sa

population et son nombre. En 2070, un jeune sur deux dans le monde sera Africain. Or, l'intégration de cette jeunesse sur le marché du travail est un défi. De surcroît, ces générations seront de plus en plus éduquées.

Le poids de l'agriculture responsable

L'autre singularité de l'économie africaine réside dans l'agriculture. C'est le grenier du monde. Nul autre continent n'emploie autant d'êtres humains dans ce secteur : 54 % en Afrique subsaharienne. La croissance devrait passer par un basculement vers un monde de services et d'industrie. Or, plusieurs études démontrent le contraire. Pour réduire la pauvreté, la croissance de l'agriculture serait trois fois plus efficace que la croissance de l'industrie. Mais de nombreux obstacles sont à éliminer tels que l'appauvrissement des sols, la tension sur le foncier, le changement climatique. La solution résiderait dans une sorte de troisième voie, « qui ferait la part belle à l'agri-

culture écologique ». Qu'il s'agisse de permaculture, d'agriculture intelligente face au climat ou d'agroécologie. De nouveaux modèles qui permettraient d'intensifier les rendements, tout en réduisant les impacts climatiques et environnementaux.

Le rôle structurant des États

Nombreux pays africains manifestent un désir d'avoir leur propre monnaie, pour une plus grande autonomie, mais par une plus grande sophistication financière. Le rôle structurant de l'État sera bénéfique dans les secteurs économiques et sociaux. En effet, le manque de cadres réglementaires ou la mauvaise qualité des infrastructures (transports, énergie) sont un frein à l'entrepreneuriat local, aux investissements étrangers. S'ajoute le souci d'une bonne gouvernance publique, couplée au respect du droit, apportent un cadre propice à l'essor de l'économie africaine en 2021 et au-delà, concluent les experts.

Noël Ndong



COMMUNIQUE DE PRESSE

Brazzaville (République du Congo), 24 février 2021- L'extension du Mémorial Pierre Savorgnan de Brazza a été inaugurée aujourd'hui à Brazzaville.

L'événement se tient en présence du Premier Ministre et Chef du Gouvernement Clément Mouamba, du Ministre de la Culture et des Arts Dieudonné Moyongo, du Ministre des Hydrocarbures Jean-Marc Thystère Tchicaya, de la Directrice du Mémorial Belinda Ayessa, et du Directeur Général d'Eni Congo Mirko Araldi.

La structure a une superficie totale d'environ 4.000 m² et est équipée d'un auditorium entièrement équipé de plus de 600 places, d'une bibliothèque, d'une salle d'exposition, d'un magasin, d'espaces verts et d'autres services.

Dépendant fonctionnellement du Ministère de la Culture et des Arts, il vise à compléter l'offre d'espaces culturels à Brazzaville, capitale de la République du Congo.

Ce deuxième bâtiment intègre le Musée dédié à la culture du peuple Téké et à la création de la ville de Brazzaville, à commencer par la signature du traité entre le Roi Makoko Ilo Ilo et l'explorateur Italien Pierre Savorgnan de Brazza.

Avec la création de ce deuxième module du Mémorial Pierre Savorgnan de Brazza, qui s'ajoute à la création du Musée du Cercle Africain de Pointe-Noire et à la construction du Centre Culturel de Makoua, Eni Congo souhaite par cela contribuer au développement et à la conservation de la culture congolaise. Ces initiatives font partie de l'Objectif de Développement Durable 4, qui vise à garantir l'accès de tous à une éducation de qualité sur un pied d'égalité et à favoriser les opportunités d'apprentissage tout au long de la vie, et l'Objectif de Développement Durable 17 pour atteindre les objectifs.

Contacts de l'entreprise:

Communication Externe de Eni Congo

Tel.: 05-628-72-04 / 05-800-61-10

[Email: Communication.Externe.enicongo@eni.com](mailto:Communication.Externe.enicongo@eni.com)

PORT AUTONOME DE POINTE-NOIRE

Le président Denis Sassou N'Guesso apprécie le nouveau siège social du PAPN

En visite de travail à Pointe-Noire, le Président Denis Sassou N'Guesso a visité le 22 février le chantier du nouveau siège administratif du Port autonome de Pointe-Noire qui sera opérationnel courant 2021.



Les travaux de construction du siège social du Port autonome de Pointe-Noire ont été lancés le 23 décembre 2011 par le président de la République Denis Sassou N'Guesso peu après la pose de la première pierre.

C'est la société China Engineering Corporation (CGC) qui, après appel d'offres a eu la responsabilité de sortir de terre un bâtiment neuf et attrayant pour un montant de 17 384 846 738 FCFA sur financement de l'Etat congolais. Seulement, par la suite ce montant a été porté à 25 537 006 809 FCFA afin de tenir compte des travaux supplémentaires liés à la modification des types de fondations et des travaux connexes.

C'est un joyau architectural qui se mire en plein Boulevard Mâ Loango. Ce nouveau siège administratif répond donc à la vision du port de rapprocher la ville de l'océan atlantique. Cet imposant édifice qui illustre à juste titre le développement ville-port se subdivise en deux parties, à savoir: la tour de quinze niveaux abritant les bureaux et la salle des conférences d'une capacité d'accueil

de 1000 personnes. La superficie couverte de l'immeuble est de 2.7572 ha; tandis que la surface bâtie est de 16.201 m² dont 15.149 m² au-dessus du sol et 1052 m² en dessous du sol. La hauteur de la corniche de la tour

fonctionnelle. Cette disposition concerne directement la commodité permettant de respecter le principe consistant à combiner les zones horizontales, la zone verticale et l'orientation des flux. Le sous sol est destiné aux locaux

siège du Port autonome de Pointe-Noire comme bureaux, dont les 1^{ers} et 2^e étage communiquent avec le hall d'entrée.

Les étages 5 au 12 constituent la zone des bureaux à louer et les étages 13 et 15 sont prévus pour la zone des bureaux de haut niveau tandis que le 15^{eme} est l'étage expansif du 14^{eme} et sa hauteur d'étage est la plus importante. Les deux derniers niveaux sont destinés au club de business de haut niveau.

Le déplacement vertical dans la tour est assuré principalement par les ascenseurs et par deux escaliers. Il est donc prévu quatre ascenseurs dont deux sont réservés, en cas de besoin, aux sapeurs-pompiers et un autre est prévu aux personnes handicapées. Un ascenseur réservé spécialement au service des hautes personnalités.

La voile de l'espérance, le bateau du développement en plein centre-ville

Le style artistique et la forme du bâtiment attirent davantage l'attention de tous et deviennent de plus en plus des éléments environnementaux de la construction. Le thème des couleurs se traduit par les murs rideaux vitrés de couleur bleue-grise et par des tôles d'aluminium de couleur argentée. Ces couleurs à l'environnement d'ensemble donnent la connotation de Pointe-Noire pour ce qui est du développement municipal et de l'essor économique de la ville et feront ressortir un effet global du progrès de l'époque.



étant de 64,7 m.

Des commodités pour répondre avec efficacité au développement prôné.

Ce bijou dans sa forme, sa conception, son envergure intègre bien la disposition en plan et division

des équipements et de la cuisine dont la hauteur est de 4,5m. Le rez-de-chaussée comporte : le hall, la réception, l'exposition, le contrôle incendie, la cantine et le centre business dont la hauteur est de 4,5 m.

Les étages 1 et 4 sont réservés au



CENTRAFRIQUE

14 personnes tuées dans un édifice religieux

D'une source en provenance de l'ONG Amnesty International ce jeudi 25 février, relayée par l'AFP, quatorze personnes, dont au moins deux civils, ont été tuées en Centrafrique le 16 février à l'intérieur d'un édifice religieux dans une ville située à 380 km au nord de Bangui, en marge d'affrontements entre les forces pro-gouvernementales et les groupes armés.

«Des témoignages, des images satellite et des analyses de photographies confirment la mort de 14 personnes dans un site religieux à Bambari, la cinquième ville de Centrafrique», a déclaré dans un communiqué Amnesty International.

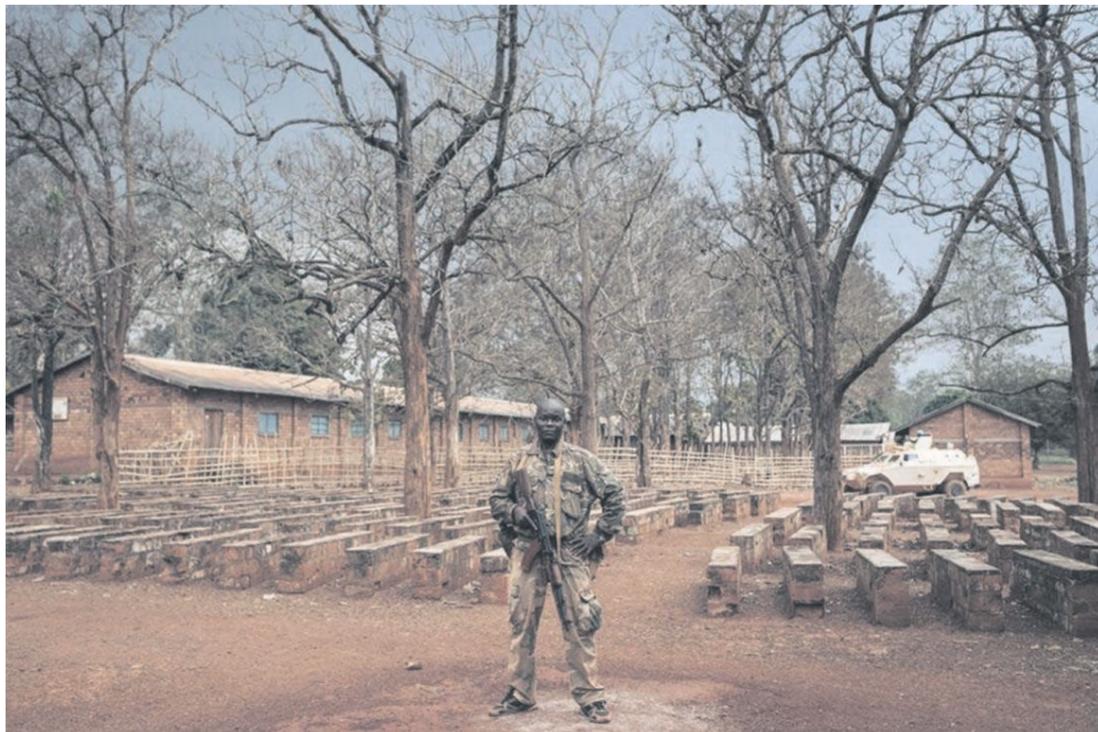
«La vidéo a également permis de voir en gros plans certains de ces cadavres, dont une femme et un enfant», poursuit l'ONG, qui estime que les victimes «ne portaient pas de tenues militaires».

«Nous ne pouvons pas être affirmatifs sur le fait que toutes les victimes soient des civils, mais nous sommes sûrs pour la femme et l'enfant», a déclaré à l'AFP Abdoulaye Diarra, chercheur sur l'Afrique centrale à Amnesty International.

«Nous demandons une enquête pour faire toute la lumière», a-t-il poursuivi.

Le gouvernement centrafricain avait annoncé le 17 février la «libération totale» de Bambari et la capture de «nombreux prisonniers», mais n'avait communiqué aucun bilan sur d'éventuelles pertes civiles et militaires.

Amnesty International appelle dans son communiqué «les autorités à protéger les civils et diligenter des enquêtes judiciaires indépendantes sur les abus et les violations des droits humains perpétrés par des membres des groupes armés et



Centrafrique illustration par l'AFP/Crédit photo : AFP

des forces de sécurité».

A la mi-décembre, six des plus puissants groupes armés qui contrôlaient les deux tiers de la Centrafrique, en guerre civile depuis huit ans, se sont alliés au sein de la Coalition des patriotes pour le changement (CPC), puis ont lancé une offensive contre le régime du président Faustin Archange Touadéra.

Les rebelles se sont heurtés à des forces bien mieux armées et équipées: quelque 12.000 Casques bleus de la force de maintien de la paix de la Minusca, présents depuis 2014, mais aussi des centaines de militaires rwandais et

paramilitaires russes dépêchés fin décembre par leurs pays à la rescousse de M. Touadéra et d'une armée démunie.

Depuis le mois de janvier, les forces pro-gouvernementales ont repris plusieurs villes aux rebelles. Amnesty International précise que les victimes portaient des blessures issues de «la détonation

d'une munition produisant des fragments», sans donner plus de détails.

«Nous n'avons pas tous les éléments nécessaires pour déterminer la légalité ou non de cette attaque du 16 février, mais nous tenons à rappeler à toutes les parties au conflit que les attaques visant des cibles civiles

sont prohibées par le droit international humanitaire et que des précautions particulières doivent être prises afin de protéger les bâtiments consacrés à la religion et les centres de santé», a déclaré Abdoulaye Diarra.

L'ONG Médecins Sans Frontières avait également annoncé avoir traité une trentaine de blessés dont huit femmes et neuf mineurs âgés entre 17 mois et 17 ans blessés par des balles et des éclats d'obus dans les combats à Bambari.

Selon Amnesty International, «au moins deux personnes» ont été tuées par balles et six autres ont été blessées le 11 janvier «par les forces de sécurité» dans un incident lié au non-respect du couvre-feu imposé dans la capitale Bangui.

Face à cette situation, l'Association des Amis de la République centrafricaine à travers son président Me Michel Langa exprime toute son indignation et condamne avec vigueur cet acte odieux et interpelle les autorités à rétablir un Etat de droit dans l'ensemble du territoire.

Marie Alfred Ngoma avec l'AFP

AVIS DE RECRUTEMENT D'UN TECHNICIEN DE LABORATOIRE

Une société agroalimentaire recrute un technicien de laboratoire conformément aux conditions ci-après

I. Description du poste

Sous l'autorité du Directeur d'usine, le Technicien de Laboratoire est chargé de :

- Réaliser l'échantillonnage et effectuer les analyses microbiologiques, physico-chimiques, chimiques et sensorielles;
- Gérer les réactifs, produits chimiques et consommables de laboratoire;
- Gérer le système documentaire du laboratoire;
- Assurer le suivi et l'entretien des équipements de laboratoire;
- Intervenir sur les lignes de production pour accompagner les opérateurs dans l'application des bonnes pratiques de production.
- Respecter les règles d'hygiène et de sécurité.

II. Qualifications et aptitudes

1. Profil du candidat

Le laborantin doit posséder au minimum un Bac +02 dans le domaine des sciences

et biotechnologie, avec des connaissances en microbiologie et en chimie.

2. Expérience

Justifier d'au moins 03 ans d'expérience dans un laboratoire

3. Compétences

Connaître les techniques et les bonnes pratiques de laboratoire, connaître le matériel de laboratoire; Savoir rédiger un rapport d'analyse; Savoir lire et appliquer un mode opératoire ou une procédure; Connaître les règles d'hygiène et de sécurité; Être apte à travailler de façon autonome.

4. Qualité du candidat

Discrétion, intégrité, rigueur, attrait pour les sciences, habileté manuelle, esprit analytique, sens de l'organisation et des responsabilités.

III. Pour nous contacter

Adresser une lettre de motivation et un curriculum vitae à : n.recrue2019@gmail.com Préciser le media ou le numéro de parution de l'annonce dans l'objet de votre courrier de candidature.

BURKINA FASO

4 000 doses de vaccin mobilisées pour faire face à la maladie du charbon

Le Burkina Faso a mobilisé 4 000 doses de vaccin contre la maladie du charbon, dont un foyer a été découvert le 22 janvier dans le sud-ouest du pays, a annoncé mercredi soir le gouvernement.

Il a précisé dans un communiqué que ce foyer se situait dans la province de l'Ioba et que des actions avaient déjà été entreprises. Appare dans la commune de Guéguéré, cette maladie a déjà causé la mort d'animaux et celle de deux personnes ayant consommé la viande de ces animaux, a-t-on ajouté de même source.

Outre ces 4 000 doses mobilisées pour une vaccination gratuite, les éleveurs locaux ont été sensibilisés à la maladie du charbon et aux risques liés à la consommation de cadavres d'animaux.

Le Conseil des ministres a demandé au ministre des Ressources animales et halieutiques, Tegwendé Modeste Yerbanga, de prendre les dispositions nécessaires pour sensibiliser la population et circonscrire la propagation de la maladie, selon le communiqué.

La maladie du charbon est une zoonose causée par la bactérie Bacillus anthracis. Elle touche habituellement les animaux en pâture, mais peut aussi contaminer accidentellement l'homme. On la trouve surtout dans les pays et régions au climat chaud et humide comme l'Afrique, l'Amérique du Sud, le sud des Etats-Unis, le Moyen-Orient ou l'Océanie.

Au Burkina Faso, les régions concernées sont celles du Sud-Ouest, du Sahel et des Hauts-Bassins.

GOUVERNANCE

Réduire le fossé entre le système éducatif et le marché du travail

Le Rapport national sur le développement humain (RNDH) 2020 qui a été dévoilé à Brazzaville, le 25 février, souligne non seulement les contradictions entre la formation au Congo et les possibilités d'emploi, mais aussi le faible budget destiné à l'éducation nationale.

Le rapport sur le capital humain a été élaboré par les experts du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD). Il examine les politiques publiques en matière de développement, notamment de l'accès des jeunes à l'éducation de qualité, à l'emploi décent, aux soins de santé, à la protection sociale...

Les résultats de l'enquête montrent, en effet, l'étroitesse du marché du travail et ses capacités limitées à créer des emplois en nombre suffisant. Les contradictions entre les dynamiques du système éducatif et le secteur professionnel, estiment les experts, renvoient à l'inadéquation formation-emploi. Il s'agit de la relation entre les travailleurs qui détiennent les qualifications et les emplois qui comportent des exigences pour réaliser diverses tâches ; la structure du système éducatif congolais étant dominée par des qualifications scolaires et générales.

Le rapport onusien pointe également le niveau jugé faible du budget de l'éducation. « La formation du capital humain est en grande partie dépendante des équilibres macroéconomiques. La dynamique du système productif, à laquelle dépendent les



La photo de famille/Adiac

opportunités d'emplois, conditionne les besoins et l'utilisation des ressources humaines. Les dépenses d'éducation prévues dans les différents budgets ont non seulement diminué au fil des années, mais ont été aussi conçues de manière à se situer très en deçà des critères internationaux et de leurs objectifs », note le rapport.

Il apparaît que seulement 3% du PIB ont été réellement consacrés à l'éducation dans la période 2015-2018 au lieu de 4,3% prévus dans la loi de finances initiale. Des chiffres qui ont conduit les experts à conclure que « l'éducation n'a pas été placée comme une priorité dans la poli-

tique du Congo ». Les auteurs du rapport ont, pour cela, exhorté le gouvernement congolais à assurer un arbitrage en matière budgétaire s'il veut honorer son engagement en faveur de l'éducation pour tous.

Pour les partenaires onusiens, ce rapport est un document de référence qui vise à aider le gouvernement congolais à renforcer sa politique de développement. « Grâce à ce document, un partenariat plus structuré basé sur des interventions mieux ciblées, pourra être mis en place entre le Congo et ses partenaires », a signifié la représentante résidente adjointe du PNUD au Congo, Emma Ngouan-Anoh, lors de

l'ouverture de l'atelier dédié à la validation du RNDH.

La formation du capital humain constitue l'un des trois axes prioritaires du Plan national de développement (PND 2018-2022), en lien avec l'agenda 2030 des Nations unies. Pour la ministre du Plan, Ingrid Olga Ghislaine Ebouka-Babackas, la baisse des dépenses liées à l'éducation est due à la crise économique que traverse le pays, aggravée par la pandémie du coronavirus.

« Ce rapport, du fait des observations et analyses qui y sont contenues, constituera un instrument d'appui au programme du gouvernement dans les domaines en lien avec la valorisation du

capital humain », a-t-elle déclaré.

L'alimentation et les soins de santé...

Le RNDH 2020 intitulé « Valorisation du capital humain : qualité et inégalités », présenté ce jeudi 25 février, s'est intéressé à l'investissement public dans le domaine de la santé, car l'alimentation et les soins de santé participent au développement, puis à la valorisation du capital humain. En dépit des efforts consentis par le gouvernement congolais, d'après la même source, la situation sanitaire de la population reste un sujet de préoccupations.

À peine 40,6% d'enfants en milieu urbain et 25,6% en milieu rural ont un accès au traitement antipaludéen, tandis que 20% d'enfants souffrant de diarrhée ne reçoivent ni traitement, ni médicaments. Depuis une année, la crise sanitaire de Covid-19 a aggravé la situation déjà déplorable du système de santé congolais, avec la fermeture des services sociaux comme il a été le cas pour l'hôpital de Makélékélé, la perturbation de certains programmes de santé comme celui du VIH/Sida, de la tuberculose, l'augmentation de la peur et de la stigmatisation de certains centres de santé.

Fiacre Kombo

BAD

Le rapport des perspectives économiques en Afrique 2021 bientôt dévoilé

La Banque africaine de développement (BAD) procèdera, le 12 mars prochain, en mode virtuel, à la présentation du rapport des « Perspectives économiques en Afrique 2021 ».

Intitulé « De la résolution de la dette à la croissance : une feuille de route pour l'Afrique », le document porte sur des questions d'actualité telles que : le règlement de la dette africaine, la gouvernance et la croissance économique en Afrique. Aussi, il étudie les performances et les perspectives de croissance en Afrique et présente les conséquences socio-économiques de la pandémie à coronavirus sur les différents pays du continent.

Selon la BAD, en 2021,

l'Afrique devrait se relever de la pire récession économique enregistrée en un demi-siècle. Malgré cette prévision optimiste, l'Afrique, confrontée à la crise sanitaire, aura encore d'importants défis à surmonter en vue de pérenniser et garantir une bonne croissance économique. Ceci en partie, à cause de la hausse des besoins liés aux dépenses induites par la pandémie.

À l'issue de cette présentation, de hauts responsables politiques, des spécialistes en dettes souveraines et des



professionnels du secteur privé débattront du contenu du rapport. Ils se pencheront sur l'opportunité à saisir par les pays africains dans le but de mieux se reconstruire après la crise et gérer les problèmes de la dette.

La cérémonie de lancement

du document connaîtra la participation de Akinwumi Adesina, président de la BAD, du professeur Joseph Stiglitz (prix Nobel d'économie), des gouverneurs de ladite banque, des ministres et des représentants du corps diplomatique ainsi que des chercheurs et ex-

perts de divers horizons.

A noter, « Perspectives économiques en Afrique » est un rapport annuel phare de la BAD. Il sert à la fois d'outil d'information sur le panorama économique du continent et d'instrument de dialogue pour l'élaboration des politiques et l'efficacité opérationnelle. Il est consulté par un large public constitué de décideurs, d'universitaires, d'investisseurs, de professionnels du développement et des médias.

Gloria Imelda Lossele et Merveille Atipo

ASSOCIATION

Femmes capables
Aide aux orphelins,



Démunis et entraide. Association femme
Tel : 069171184

Association Famille Solide
Pour adhésion :
Contacter : 069554619
066288668
068899056

DIVERS



OBAMBI Fils service
Menuiserie
Fabrication de meubles.
Tel 06 970 46 01

Alubuc baie vitrée
Fermetures, Rampes d'escaliers,
Cuisine, Cloison de bureau.
Contact : 06 670 63 23
05 643 56 91

ETAC - Construction Miroiterie Aluminium
Fabrication : Portes- Fenêtres -
Baies Vitrées
Tel : 06 934 84 20 05 654 90 71

BEAUTE COIFFURE

Islone coiffure
Coiffures - Tresses - Soins de visage



- Esthétique - Manicure
A domicile.
Tel : 06 446 62 25

IMMOBILIER



Agence immobilière Christ Roi
Location - Vente :
Maisons - Villa - Boutiques - Appartements.
Contact : 04 449 46 76 06883 45 93

Agence immobilière Santos

Location :
Maisons, bureaux, villas appartements meublés et non meublés
Tel : 06587 81 39

Asia immo
Location :
Studio moderne
Quartier centre ville
Secteur : Olympique Palace
Tel : 06 536 80 84
05 554 44 88

LOCATION ET VENTE DE VEHICULES



Karagnara Service
Location courte et longue durée.
06 461 56 56

AUTO-TOP-CONGO
Location et vente.
Berlines - 4X4
Tel : 06 645 00 00

SERVICE TRAITEUR

DODO Service
Service traiteur et protocole



Contact : 066680644 053046399

Gamos Traiteur
Pour tous vos événements
Tel : 06 550 90 17

MAINTENANCE



Andzouana Service
Réparation appareils électroniques et électroménagers
Contact : 06 624 92 93

Maitre Sam Service Spécialiste en froid :
Congélateur, climatiseur, tous appareils
Tel : 066689146
057447669

IMMOBILIER

Venus-SCI
Location :
-Villa (4chambres, salon, cuisine, jardin et studio) Centre ville de Brazzaville : 2.500 000 CFA

-Appartement meublé et non meublé à la résidence des flamboyants (3 chambres, salon, cuisine, salle à manger) : 600 000FCFA et 400 000FCFA

-Bureaux à louer à poto-poto Face Stade Eboué : 300 000frs charges comprises
-Bureaux à louer Face OCI : 250 000 CFA
Tel : 06 653 63 60

ANIMAUX



Hassan
Vente Chiot de race : Berger, caniche-griffon, Malino-Labrador, pit-bull.
Tel : 069564011
Richard
Tel : 06 480 56 89

BRICOLAGE



Plomberie



Dépannage et Installation
Tel : 06 874 27

Maçonnerie
Tous travaux de maçonnerie
Gros œuvres
Tel : 06 822 84 41

Construction maison individuelle
Tel : 06 685 74 28

Climatisation
Entretien et installation



Tel : 06 488 78 07

COUTURIER
Confection Dame / Mesures
Tel : 06 461 46 22



Parfait Couture
Tous modèles Dame
Pagne et autres
Tel : 06 692 94 11

Niguel Couture Mixte

Couture Homme et Femme Tel : 06 906 07 35

AIDES A DOMICILE
Ménagère à mi-temps
Du lundi au vendredi ou week-end
Tel : 06 670 13 66

TÉLÉCOMMUNICATIONS

Le Congo et la RDC signent un accord de coordination des fréquences

L'Agence de régulation des postes et des communications électroniques (Arpce) et l'Autorité de régulation de la poste et des télécommunications (Arptc) de la République démocratique du Congo (RDC) ont procédé le 25 février 2021 à Brazzaville à la signature d'un accord de coordination des fréquences des réseaux mobiles aux frontières des deux pays.

Signé entre Louis-Marc Sakala et Christian Katende, respectivement directeur général de l'Arpce et président du collège de l'Arptc, l'accord s'articule autour de deux points essentiels : les critères de partage des ressources en fréquences et la définition des paramètres techniques communs, s'appliquant aux réseaux 2G, 3G et 4G.

La décision, a souligné Louis-Marc Sakala, devra ainsi permettre aux administrations des deux pays, dont les capitales sont les plus proches au monde, un accès équitable au spectre de fréquences dans les zones frontalières.

Selon les termes de ce document élaboré lors de l'atelier des experts des deux pays sur la question de coordination des fréquences aux frontières, les 19 et 20 novembre 2020 à Brazzaville, les opérateurs de téléphonie de chaque pays devront prendre les mesures nécessaires, afin que leurs stations de base, utilisant des fréquences non préférentielles, ne causent plus aucun brouillage préjudiciable aux stations du pays voisin, où ces mêmes fréquences sont attribuées de manière préférentielle.



Marc Sakala et Christian Katende posant avec les deux autorités de régulation/Adiac

Traitant par ailleurs la problématique de la disparité technologique qui constitue, selon les deux institutions, une exception à examiner au niveau de chaque pays, l'accord n'a pas manqué d'indexer fortement les brouillages préjudiciables entre le Congo et la RDC et le roaming accidentel. Sur ce point, le document signé en présence des experts, oblige les opérateurs

d'orienter les antennes parallèlement au fleuve pour les sites qui sont en bordure. Pour les réseaux 3G et 4G, l'accord de coordination prévoit la possibilité d'utilisation des fréquences « sans coordination préalable, si le niveau de champ ne dépasse pas la valeur seuil indiquée dans l'accord, sur la frontière et à l'intérieur du pays voisin ».

La mise en œuvre de cet accord de coopération prévoit, en effet, une feuille de route, assortie d'un plan stratégique couvrant les années 2021 et 2022. Au cours de la cérémonie de signature, les deux autorités de régulation se sont engagées à effectuer régulièrement les mesures de champs électromagnétiques, afin de s'assurer du respect des seuils fixés dans l'accord.

L'Arpce et l'Arptc ont par ailleurs promis de notifier tout changement intervenu sur le plan national de fréquences et toute nouvelle attribution, d'aviser tout brouillage préjudiciable en vue de trouver des solutions adaptées, et de fixer le seuil minimal à respecter par les opérateurs dans le cadre du déploiement de leur réseau.

Les deux régulateurs doivent enfin, dans le cadre de la mise en œuvre de ce document, annoncer officiellement l'accord de coordination aux opérateurs en leurs accordant un délai de trois semaines pour le début de l'implémentation, la durée des travaux étant fixée à un mois.

Ce nouvel accord de coordination, qui fait suite à celui signé par les deux autorités de régulation à Kinshasa en septembre dernier, s'inscrit dans un cadre de concertation, en application, par les deux pays, des dispositions pertinentes du Règlement des radiocommunications (RR) qui portent sur la méthode de gestion du spectre à utiliser pour faciliter le processus d'assignation de fréquences aux services de terre dans les zones frontalières.

Quentin Loubou

EDUCATION

Les lycéens édifiés sur le choix des métiers

Le conseiller du chef de l'Etat en matière des télécommunications et du numérique, Yves Ickonga, a animé le 25 février à Brazzaville en compagnie des responsables des sociétés de téléphonie mobile une conférence-débat sur le thème « Jeunesse congolaise et numérique : enjeux des TIC, de la cybercriminalité et les perspectives d'emploi ».

Yves Ickonga a, au cours des échanges organisés au complexe Révolution-Gampo Olilou, demandé aux élèves de dominer le complexe d'infériorité car ils sont dotés des mêmes capacités intellectuelles que les autres. Selon lui, l'Etat congolais a mis à la disposition de la jeunesse des infrastructures nécessaires pour l'apprentissage. L'installation de la fibre optique dans tout le pays permettra aux jeunes d'apprendre à distance dans divers domaines.

Il a, en outre, annoncé l'installation d'un centre d'intelligence artificielle et la réalisation des essais de la 5G au Congo, pays pilote. L'ora-



Les élèves s'édifient sur le choix des métiers (Adiac)

teur a déploré le manque de personnel dans le domaine de la garantie du système d'exploitation des données avec la cybercriminalité. « La cybercriminalité engendre beaucoup d'emplois. Nous avons besoin des plus intelligents pour travailler dans ce do-

main parce que vous ne devez pas seulement vous focaliser sur les objets matériels. Cherchez un bon métier qui vous permettra de rêver un avenir meilleur », a-t-il lancé aux élèves.

Le manager en charge de la formation à la société de

téléphonie mobile MTN, Martial Ngoka Mondet, a exhorté les élèves à ne pas se fier qu'à leur parcours linéaire. Les élèves doivent compléter leur parcours afin d'avoir une bonne instruction et d'acquérir des compétences de base dans tous les domaines, a-t-il dit.

Pour sa part, la directrice des ressources humaines de la société de téléphonie mobile Airtel, Nives Ornella Malanda, a signifié que les diplômés ont une importance capitale pour les jeunes apprenants. Elle a rappelé la politique des stages ouverte au sein de la société qui a permis de prendre les postulants dans tous les départements du pays.

Les interrogations des élèves ont porté sur les fausses promesses ; le manque d'enseignements pratiques, de salles multimédias et du matériel numérique ; le taux élevé de diplômés sans emploi.

Lydie Gisèle Oko

PROGRAMME DES OBSÈQUES

Le colonel Gérard Ebami Sala, la veuve Sala Ontoula née Mout-singa Chantal, Yvon Serge Ngankira, les enfants Sala Ontoula informent les parents amis et connaissances que le programme des obsèques du capitaine Justin Sala Ontoula, se présente comme suit :

Lundi 1^{er} mars 2021

9h00 : recueillement à la morgue municipale de Brazzaville ;

11h30 : départ pour le nouveau cimetière Bouka (situé après l'ancien péage) ;

15h00 : retour et fin de la cérémonie.



IN MEMORIAM



14 janvier 2021-24 février 2021, cela fait quarante jours que notre regrettée maman Stéphanie Chancelvie Verdiane Ibouanga nous a quittés.

Pour ce faire, une messe demandée par Arnaud Bienvenu Zodialo sera dite, le 28 février, en l'église catholique Ndundia Mpungu de Mfilou pour le repos de son âme. Puisse Dieu la recevoir dans son royaume !

NÉCROLOGIE

Antoine Mampassi, Serge Léopold Mougali Riper, colonel d'aviation à la retraite, Evelyne Moussounda et famille ont la profonde douleur d'informer les parents, amis et connaissances du décès de leur fille et nièce Thérésia Mougali, survenu le 16 février 2021 au CHU de Brazzaville.

Le deuil a lieu au domicile familial, sis au n°78, de la rue Baya à Poto-Poto.

Le programme des obsèques sera communiqué ultérieurement.

Union de prière.



26 février 2019-26 février 2021, voilà deux ans que le bon Dieu avait décidé de rappeler à lui notre mère, tante, sœur et grand-mère Antoinette Somboko.

Mère, nous tes enfants (Obaka Edith Victoire Prestige, Oboh Ndzembet Hermann Nazaire, Oboh Edimba Petronie Cather, Houla Ambiba Clavina Jaëlle, les petits-fils et arrière petits-fils) ne cesserons de t'aimer car tu étais la meilleure maman du monde pour ton affection et ta générosité portée envers nous.

En ce jour de triste anniversaire, les enfants Somboko et les petits-fils prient tous ceux qui l'ont connue d'avoir une pensée pieuse pour sa mémoire.

Que le seigneur dans la miséricorde lui accorde le repos éternel et nous console à jamais.

Les enfants Somboko



Les familles Garianga, Koumba et la grande famille Bana Zando informent les parents, amis et connaissances de l'inhumation ce vendredi 26 février 2021 au cimetière de Loubou de leur père, fils, oncle, grand père et ami Gariaga Koumba Félicien Woultis décédé le 12 février 2021 à Pointe-Noire.

La veillé se tient au domicile du disparu au quartier Aéroport vers la laiterie Bayo.



IMPRIMERIE DU BASSIN DU CONGO

Un outil industriel performant rapide.

OFFSET
NUMÉRIQUE
SÉRIGRAPHIE
PELLICULAGE
DOS CARRÉ COLLÉ
CONCEPTION GRAPHIQUE

UNE LARGE GAMME DE PRODUITS

Journaux

Magazines

Chemises à rabat

Cartes de visite

Livres

Calendriers

Flyers, Affiches

OFFSET

PRESSE

Quotidiens
Hebdomadaires
Mensuels
Numéros spéciaux...

Chemises à rabat
Magazines
Livres
Dépliants
Documents administratifs
Calendriers
Flyers
Affiches
Divers

+242 06 951 0773
+242 05 629 1317
imp.bc@adiac-congo.com

84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso
Brazzaville - République du Congo

INFORMER, ANALYSER, DIFFUSER, RAYONNER

L'agence d'information du Bassin du Congo un acteur économique majeur à vos côtés



*CONNECTEZ-VOUS

www.lesdepechesdebrazzaville.fr
www.adiac-congo.com

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

CONTACTEZ NOUS 84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso
Brazzaville - République du Congo
regie@lesdepechesdebrazzaville.fr



FOOTBALL

La Ligue de Brazzaville pose les bases de la relance des compétitions

Après un long passage à vide, causé par la pandémie de Covid-19, la Ligue départementale de football de Brazzaville (Lidfobra) dispose désormais des textes fondamentaux qui lui permettront de relancer efficacement la machine.

La Lidfobra entend relancer ses compétitions au mois de mars, a expliqué le 24 février, Destin Miguel Mbouni, son président, au terme de l'assemblée générale ordinaire qui s'est tenue au salon VIP du stade Alphonse-Massamba-Débat, au cours de laquelle la ligue de Brazzaville a approuvé avec amendement le rapport moral et ses textes organiques, notamment les statuts et le règlement financier, ainsi que le budget exercice 2021.

« Au cours de cette assemblée, nous avons adopté beaucoup de documents, notamment les statuts, le règlement financier, le rapport moral de l'année dernière, même si on n'a pas fonctionné. Cependant, la Ligue en tant qu'administration a travaillé. Maintenant, nous avons des textes fondamentaux qui nous



Destin Miguel Mbouni (au centre) s'adressant aux membres de l'assemblée Adiac

permettent de faire rouler le ballon d'ici mars », a souligné le président de la Lidfobra, avant de commenter le budget prévisionnel 2021.

« Nous avons adopté ce budget, c'est vrai qu'il n'est pas important, mais on va se débrouiller avec. C'est une première année. Au

fur et mesure on va voir comment faire pour avoir plus de ressources », a indiqué Destin Miguel Mbouni. Ce crédit prévisionnel exercice 2021 qui accompagne le programme d'activités de cette ligue est équilibré en recettes et dépenses à la somme de 27.479.000 francs CFA. La Ligue a, en

effet, décidé de donner la priorité à l'organisation, la promotion et le développement du football.

Dans ce budget, les prévisions des ressources internes, estimées à 19.479.000, sont constituées par des produits issus de la Lidfobra, plus précisément les engage-

ments des équipes dans les championnats et à la coupe de la Ligue, ainsi que les cotisations annuelles, les amendes, les droits issus des feuilles de match, les bordereaux et impressions des licences. Par contre, les huit millions de francs CFA des ressources externes tiennent compte du Programme de développement et de soutien au football départemental de la Fédération congolaise de football. La Lidfobra a, entre autres, défis à relever, l'organisation des championnats messieurs et dames, sans oublier les compétitions des jeunes garçons et jeunes filles. Elle assurera également la promotion et développement du football féminin, tout en élaborant des stratégies de développement du football de base et de l'arbitrage.

James Golden Eloué

FOOTBALL

Les résultats des Diablies rouges et des Congolais de la diaspora en Europe

France, 21e journée, 1re division

Mauvaise opération de Lorient, qui s'incline à Nîmes dans le duel des mal-classés (0-1). Loris Mouyokolo est resté sur le banc des Merlus.

France, 21e journée, 3e division
Le Mans s'installe sur le podium après son net succès face à Boulogne-sur-Mer (3-0). Titulaire, Durel Avounou a doublé la mise à la 55e d'une puissante frappe du gauche. Son 3e but de la saison.

Dans les rangs adverses, Herman Moussaki est entré à la 61e, alors que Cédric Odzoumo manquait à l'appel.

Cholet prend un point à Laval (0-0). Avec Fred Dembi titulaire. Kosovo, 21e journée, 1re division
Sans Prince Marly Koubasanath, absent depuis trois matches, Trepça bat Llapi (1-0). Trepça, 5e avec 28 points, vient de recruter le gardien international Tofiloski.

Luxembourg, 13e journée, 1re division

Godmer Mabouba était titulaire lors du match nul concédé par l'Etzella Ettelbrück face au Swift Hesperange (0-0).

Le Racing de Yann Mabella s'incline à domicile face à Dudelange (1-2).

Slovénie, 23e journée, 1re division



Durel Avounou est célébré par ses co-équipiers après son but face à l'USBCO (twitter/FClemans)

sion
Malgré le retour de suspension d'Antoine Makoumbou, le Tabor Sezena chute à domicile face au NK Maribor (0-4).

Turquie, 23e journée, 2e division
L'Akhisar Belediyespor perd sur sa pelouse face à Istanbulspor

(0-1). Dzon Delarge a été aligné en pointe : une bonne remise en retrait, à la 2e, pour Güler qui écrase trop sa frappe, puis une bonne passe pour Ayuk qui ne cadre pas (23e).

A la 53e, à la réception d'un centre du Camerounais, sa re-

prise du droit est contrée, puis il trouve le petit filet extérieur du gauche sur le second ballon. Remplacé à la 69e.

Son équipe est 17e et première relégable avec 3 points de retard sur Boluspor.

Afrique du Sud, 17e journée, 1re

division

Harris Tchilimbu est entré à la 71e lors de la défaite du Bloemfontein Celtic chez le TS Galaxy (0-1). Le Celtic est 11e à 1 point de son adversaire.

Angleterre, 32e journée, 2e division

Han-Noah Massengo est entré à la 88e lors du succès de Bristol à Middlesbrough (3-1).

Nottingham Forest l'emporte à Rotherham (1-0). Avec Brice Samba titulaire dans les buts. Sauvé par sa barre en fin de rencontre.

Angleterre, 31e journée, 3e division

En déplacement à Lincoln City, le second du classement, Swindon Town prend un point (2-2). Sans Christopher Missilou, resté sur le banc.

Angleterre, 31e journée, 4e division

Remplaçant, Offrande Zanzala est entré à la 79e. Le score était alors de 2-2 et Carlisle s'incline finalement 2-3 face à Tranmere. Dylan Bahamboula et Oldham s'inclinent à domicile face à Barrow (0-1). Titulaire, Dylan Bahamboula a été remplacé à la 60e.

Au classement, Carlisle est 10e avec 43 points, soit 8 de plus que Oldham, 17e.

Camille Delourme